

Unité Interdépartementale 25-70-90
8 rue du Peintre Heim
90000 Belfort

Belfort, le 08/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2025

Contexte et constats

Publié sur 

GE ENERGY PRODUCTS FRANCE SNC

20 AVENUE MARECHAL JUIN
90007 BELFORT CEDEX
90000 Belfort

Références : -

Code AIOT : 0005901930

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2025 dans l'établissement GE ENERGY PRODUCTS FRANCE SNC implanté site des 3 chênes, avenue de la Découverte 90000 Belfort. L'inspection a été annoncée le 24/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GE ENERGY PRODUCTS FRANCE SNC
- site des 3 chênes, avenue de la Découverte 90000 Belfort
- Code AIOT : 0005901930
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement GE ENERGY PRODUCTS FRANCE est spécialisé dans la fabrication de turbines à gaz. L'usinage, l'assemblage et les essais à pleine vitesse des turbines sont réalisés sur le site de BELFORT.

L'établissement est situé au sein d'un parc industriel comprenant, par ailleurs, d'autres sociétés (telles qu'ALSTOM ou ARABELLE), ainsi que diverses sociétés agissant en sous-traitance.

Ce parc industriel fait partie du parc d'activités dénommé "Techn-Hom" géré par la société SEMPAT actuel propriétaire de certains des bâtiments exploités.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Travaux et points chauds

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Identification des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	3 mois
2	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	3 mois
4	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Demande d'action corrective	3 mois
5	Travaux et sous traitance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Demande d'action corrective	3 mois
6	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Surveillance fin de travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Demande d'action corrective	3 mois
8	Etude de dangers	Arrêté Préfectoral du 11/05/2016, article 7.1.6	Demande d'action corrective	1 mois
9	Etude de dangers	Arrêté Préfectoral du 11/05/2016, article 7.1.6	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Interdiction d'apporter du feu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'organisation mise en place à l'occasion de travaux par point chaud mérite d'être renforcée et rendue plus opérationnelle. Plusieurs non conformités documentaires, organisationnelles ou encore matérielles (ex. mise en place et maintien de signalisation au sol) ont été relevées. Les non conformités et actions attendues de la part de l'exploitant sont détaillées dans les tableaux de constats ci-dessous.

Concernant l'étude de dangers, l'exploitant n'a pas réalisé d'exercice POI (Plan d'opération interne)

en commun avec les autres entreprises du parc industriel touchées par les zones d'effets générées par son installation et situées au sein du site industriel global clôturé.
Le marquage au sol de la zone stockage bois est à réaliser.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification des zones à risque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2025, Locaux à risque
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci.</p> <p>Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent</p>
<p>Constats :</p> <p>Les zones susceptibles d'être à l'origine d'une explosion sont matérialisées dans un plan, disponible dans le plan d'opération interne (version en vigueur : fichier HS-BEL-SU-POI-Rev 2024.1.doc, présenté le jour de l'inspection). Le bâtiment 71 Sud n'apparaît pas sur ce plan. L'exploitant justifie ce point par l'absence de zones ATEX (atmosphères explosibles) dans ce bâtiment.</p> <p>Les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'un incendie ne sont pas matérialisées sur un plan général (non conformité). Toutefois, les zones à risque d'incendie sont identifiées sur le plan de chaque zone/bâtiment présent dans les fiches du POI (Plan d'opération interne) relative à chaque zone/bâtiment.</p> <p>Le plan général des zones ATEX est tenu à jour via le système de contrôle du changement (MOC = management of change). Si un MOC induit une modification du zonage ATEX, les informations sont transmises aux personnes concernées pour la mise à jour du zonage ATEX et le plan des zones ATEX.</p> <p>Par échantillonnage, l'inspection des installations classées a vérifié la présence à l'entrée de certaines zones de la nature du risque et des consignes de sécurité associées. Les stands d'essais ont été visités : les consignes et la nature du risque (atmosphère explosible) sont présentes et affichées à l'entrée de chaque porte sécurisée et dont les accès sont contrôlés et réservés aux seuls personnels autorisés à pénétrer dans ces zones. A l'intérieur des stands d'essais, les zones ATEX sont matérialisées au sol par des zébras noir et jaune. L'exploitant a indiqué que les zébras noir et jaune sont réservés à la matérialisation des zones ATEX. Or, il a été constaté dans d'autres</p>

bâtiments (de montage notamment), que le marquage au sol par zébras noir et jaune est utilisé à d'autres fins que la signalisation de zones ATEX ce qui peut engendrer de la confusion dans l'identification des risques (**non conformité**).

Au sein des bâtiments "stands d'essais", l'inspection des installations classées a constaté que les marquages au sol matérialisant les zones ATEX (zébras jaune et noir) sont en partie effacés et ne permettent pas une bonne identification des risques (**non conformité**).

Dans les bâtiments "stands d'essais", les consignes sont affichées à l'extérieur, sur la porte d'entrée mais ne sont pas rappelées à l'intérieur des zones. L'exploitant justifie cette absence de rappel des consignes à l'intérieur des bâtiments car l'accès aux stands d'essais est retreint au personnel autorisé et donc formé aux risques présents dans ces bâtiments.

Les consignes ne sont pas explicitement rappelées dans le POI (**non conformité**).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant réalisera un plan général des zones susceptibles d'être à l'origine d'un incendie.

L'exploitant veillera à intégrer les consignes de sécurité dans son POI à l'occasion de sa mise à jour.

Il veillera à assurer l'entretien de la matérialisation des zones ATEX. Il mènera une réflexion sur la signalisation ATEX et les risques de confusion avec d'autres zones et mettra en oeuvre les actions nécessaires.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel [...]

Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin :
[...]

- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;

Constats :

L'obligation de permis (en l'occurrence "permis de feu", selon la dénomination employée par l'exploitant) n'est pas toujours explicitement mentionnée sur les consignes affichées (Pour des zones similaires en termes de risques, à savoir présence potentielle de zones ATEX, certaines consignes mentionnent l'interdiction de "meuler, découper, souder", d'autres consignes indiquent la nécessité de permis de feu) (**non conformité**).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant mettra à jour et en cohérence les différentes consignes affichées et, pour les zones susceptibles d'être à l'origine d'un incendie ou une explosion, précisera l'obligation de permis de feu, le cas échéant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Interdiction d'apporter du feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Interdiction de feu
Prescription contrôlée : L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
Constats : Les consignes que l'inspection des installations classées a pu voir par échantillonnage mentionnent, en cas de présence de zone ATEX, l'interdiction de fumer et l'interdiction de flamme nue.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu
Prescription contrôlée : Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants : - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; [...] Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.
Constats :

<p>Si besoin, l'exploitant met en œuvre des plans de prévention lors des interventions d'entreprises extérieures. Dans les stands d'essais (bâtiments comprenant des zones ATEX), les plans de prévention sont complétés par un document intitulé "Autorisation d'intervention dans les stands d'essais". Cette autorisation est valable 1 jour. La référence du plan de prévention correspondant est indiquée sur cette autorisation d'intervention. Ce document est affiché à l'entrée du bâtiment concerné le temps de sa validité.</p> <p>Si besoin (travail par point chaud), l'exploitant délivre également des permis de feu. L'autorisation d'intervention dans les stands d'essais précise le besoin ou non, en fonction des travaux réalisés, de la nécessité d'établir un permis de feu.</p> <p>Les permis de feu sont également établis en interne sauf interventions expressément prévues pour les besoins de la production et dans les zones dédiées au travail par point chaud (une zone dédiée au travail par point chaud a été vue par l'inspection des installations classées dans la zone de montage).</p> <p>Dans les documents consultés (plan de prévention, permis de feu et autorisation d'intervention dans les stands d'essais), il n'existe pas de définition des phases d'activités dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants. Il n'existe pas non plus de dispositions liées à l'adaptation des matériels à la nature des opérations réalisées ainsi qu'à leur entretien. Les consignes affichées à l'entrée des stands d'essais indiquent simplement "Usage de matériel électrique adapté" ATEX (non conformité).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Lors de travaux réalisés par une entreprise extérieure et en cas de risque d'incendie ou d'explosion, l'exploitant définira les phases d'activités dangereuses et les moyens de prévention spécifiques nécessaires. Il veillera également à l'adéquation du matériel utilisé à la nature des opérations de maintenance à réaliser. Il s'assurera de leurs conditions d'entretien.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Travaux et sous traitance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Sous traitance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant fait appel à des entreprises extérieures qui peuvent, elles-mêmes, sous-traiter une</p>

<p>partie de leurs activités. Lorsque le plan de prévention est rédigé, la liste des entreprises sous-traitantes (de rang 1 et de rang 2) est mentionnée. Le personnel intervenant de chaque entreprise sous-traitante signe le plan de prévention. Le personnel d'une entreprise extérieure n'est pas autorisé par le poste de garde à pénétrer sur le site s'il n'est pas en mesure de présenter au poste de garde le plan de prévention couvrant l'opération qu'il vient réaliser signé. Cette consigne (obligation de présentation du plan de prévention) est affichée au poste de garde.</p> <p>Le plan de prévention ne mentionne pas l'organisation mise en place pour maintenir la sécurité en cas de recours par le sous-traitant de rang 1 à la sous-traitance de rang 2. Les modalités de coordination, l'organisation du commandement et, plus généralement, les responsabilités en termes de sécurité entre les différents intervenants (entreprise utilisatrice, sous traitant de rang 1, sous-traitants de rang 2) ne sont pas définies. (non conformité)</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant définira l'organisation pour le maintien de la sécurité en cas de recours par le sous-traitant de sous-traitants de rang 2. Il formera/informera ses sous-traitants des dispositions définies.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Formation du personnel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Formation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p> <p>Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose de plusieurs équipes de seconde intervention : une équipe composée de personnels internes qui intervient préférentiellement sur du secours à victime et une seconde équipe, commune avec les autres entreprises du site industriel, composée de personnels d'une entreprise extérieure et intervenant sur des événements de type incendie. Ces équipes sont joignables depuis un poste fixe ou un téléphone portable. Une réflexion est en cours pour améliorer la professionnalisation de cette dernière équipe de seconde intervention.</p> <p>Le personnel d'entreprises sous-traitantes suit un accueil sécurité valable un an sous forme de vidéo de 15 minutes environ avec contrôle des connaissances par QCM. Cet accueil sécurité peut</p>

être réalisé soit via un QR Code qui dirige vers la vidéo et le QCM, soit en présentiel au poste de garde.

Les procédures et documents de l'exploitant ne listent pas de manière précise les moyens d'intervention ou de lutte contre l'incendie utilisables par le personnel de l'entreprise extérieure (**non conformité**).

Le modèle de permis de feu utilisé par l'exploitant indique qu'il faut "désigner une personne chargée de veiller à la surveillance de façon permanente les travaux et formée à la manipulation d'un extincteur". L'exploitant indique ne pas vérifier si le personnel des entreprises extérieures est formé à l'utilisation de tels matériels (**non conformité**).

Observation :

Plusieurs permis de feu renseignés ont été consultés par l'inspection des installations classées. La case mentionnant si la zone d'intervention est ATEX ou non n'est pas toujours correctement renseignée (cette question est une des seules dont la réponse à apporter n'est pas sous forme de case à cocher). Il conviendra de modifier le formulaire ou de former le personnel à l'établissement des permis de feu.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant définira et communiquera aux entreprises extérieures les matériels d'intervention ou de lutte contre l'incendie utilisables. L'exploitant clarifiera les conditions dans lesquelles le personnel d'une entreprise extérieure peut utiliser ces matériels. Si l'exploitant autorise les entreprises extérieures à utiliser son matériel d'intervention ou de lutte contre l'incendie, il s'assurera que le personnel est formé à l'utilisation desdits matériels.

L'exploitant justifiera que le personnel susceptible d'établir ou renseigner un permis de feu a bien été formé à cette mission.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Surveillance fin de travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

Thème(s) : Actions nationales 2025, Fin de travaux

Prescription contrôlée :

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.

Constats :

Dans les procédures de l'exploitant, la surveillance pendant une heure après la fin de travaux est de la responsabilité de l'entreprise qui a réalisé les travaux. De 1h à 3h après la fin de travaux, la surveillance est réalisée par l'équipe d'intervention de l'exploitant.

Suivant les cas, une surveillance jusqu'à 4h après la fin des travaux peut être réalisée.

L'exploitant indique qu'il arrive que son personnel en charge de la surveillance après travaux ne soit pas disponible, notamment lorsque celui-ci est en intervention sur le site (**non conformité**).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant définira et mettra en place l'organisation nécessaire pour s'assurer que la surveillance de fin de travaux dans le cadre d'un permis de feu puisse être systématiquement réalisé pour la durée définie dans le permis de feu.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Etude de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2016, article 7.1.6
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements concourant à la maîtrise des risques
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers. [...]
Constats : <p>Concernant le scénario 4 de l'étude de dangers (EDD) globale site, l'exploitant s'était engagé (référence : ReponsesDemandeComplDREAL_GEEPF_V4.doc) au maintien du stockage présent au sein du bâtiment 71 Sud à 5 m de distance de la paroi Sud, à compter de fin avril 2023, avec matérialisation au sol de la zone d'interdiction de stockage et passage de la consigne à tout le personnel du magasin, réalisation d'audits de terrain réguliers pour vérifier l'application de cette consigne. L'inspection des installations classées ne s'est pas rendue au sein du bâtiment 71 mais des photos ont été présentées par l'exploitant (mise en place de zébras au sol, éloignement de 5m). L'exploitant a expliqué les différents audits réalisés et a présenté le dernier réalisé au bâtiment 71 par la CSSCT du site (commission santé, sécurité et conditions de travail) le 5 mars 2025 ne faisant apparaître aucune non conformité sur ce sujet.</p> <p>Concernant le scénario 5 de l'EDD globale site, l'exploitant s'était engagé (référence : ReponsesDemandeComplDREAL_GEEPF_V4.doc) à mettre en place un écran EI 60 de 1,5 m de haut et de 14 m de long, le long de la limite Sud du stockage de bois, d'ici fin 2023 et à maintenir le stockage de bois dans les dimensions imparties (surface au sol de 14 m x 5 m - hauteur de 1,5 m) avec matérialisation au sol de la zone de stockage et passage de la consigne au sous-traitant chargé de la collecte des déchets. L'inspection des installations classées a constaté que le mur est en place. Le stockage de bois respecte les dimensions. La matérialisation au sol de la zone n'est pas réalisée (non conformité).</p> <p><u>Observation :</u> La zone de stockage bois dont il est question comporte des produits en mélange : bois et matériels métalliques. Il conviendra de dédier la zone au stockage bois.</p> <p>Concernant le scénario 6 (EDD globale site), l'exploitant s'était engagé (référence : ReponsesDemandeComplDREAL_GEEPF_V4.doc) à mettre en place un écran EI 90 de 4 m de haut</p>

et de 35 m de long, le long de la limite Nord de l'auvent, courant 2023. L'inspection des installations classées a constaté la présence de ce mur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Matérialiser la zone de stockage bois au sol.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Etude de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2016, article 7.1.6

Thème(s) : Risques accidentels, Equipements et procédures concourant à la maîtrise des risques

Prescription contrôlée :

[...]

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

Constats :

Dans l'EDD globale site (EtudeDangersV12.pdf de juin 2021), l'exploitant indique

- au paragraphe "II.6.2 Organisation en cas de sinistre, sous-paragraphe Récente modification de l'organisation en cas de sinistre" organiser un exercice POI annuel commun (avec les entreprises voisines)
- au paragraphe "IV Evaluation de la gravité " intégrer les entreprises voisines touchées par les seuils d'effets réglementaires (SEI, SEL, SELS) dans le POI de GE EPF en vigueur et organiser un exercice commun de POI (annuel)

Dans l'EDD Alimentation en gaz naturel des équipements de production (2018), l'exploitant indique au paragraphe III.5 "Evaluation de la gravité" : "intégration effective des entreprises voisines touchées par les seuils d'effets réglementaires (SEI, SEL, SELS) dans le POI de GE ENERGY en vigueur et organisation prévue d'un exercice commun de POI (annuel),"

L'exploitant confirme qu'aucun exercice POI commun n'a été réalisé ni est en prévision (**non conformité**).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois